

Morgane Labbé

## **Jean-Pierre Beaud & Jean-Guy Prévost (sous la dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales***

Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du  
Québec, 2000, 500 p.

---

### **Avertissement**

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Morgane Labbé, « Jean-Pierre Beaud & Jean-Guy Prévost (sous la dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales* », *Histoire & mesure* [En ligne], XVII - 3/4 | 2002, mis en ligne le 15 novembre 2006. URL : <http://histoiremesure.revues.org/index1672.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Éditions de l'EHESS  
<http://histoiremesure.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://histoiremesure.revues.org/index1672.html>  
Document généré automatiquement le 29 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Éditions de l'EHESS

Morgane Labbé

## **Jean-Pierre Beaud & Jean-Guy Prévost (sous la dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales***

Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec, 2000, 500 p.

Pagination de l'édition papier : p. 235-238

- 1 Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost sont deux universitaires canadiens qui s'efforcent de développer outre-atlantique avec un dynamisme et une ténacité rares, le domaine de l'histoire de la statistique. L'ouvrage publié sous leur direction est le fruit d'un colloque qu'ils organisèrent en 1999 à l'université du Québec à Montréal, et pour lequel ils réunirent sur ce thème des traditions nationales des systèmes statistiques, une vingtaine de participants venant de divers pays et horizons disciplinaires. À leur actif, il faut mettre également la rapidité avec laquelle l'ouvrage, qui regroupe les contributions présentées au colloque, parut un an après.
- 2 Les auteurs formulent très clairement dès la première page du livre, la question paradoxale qui sous-tend leur projet : « Malgré l'universalisme attribué au langage statistique et en dépit des efforts répétés de bien des activistes statisticiens à travers les congrès internationaux de statistique et l'Institut international de statistique, les idiosyncrasies nationales ont marqué durablement les pratiques statistiques ». C'est ce paradoxe qui importe, car la diversité des expériences nationales, tant au niveau des institutions, que des savoirs et des méthodes statistiques, n'est pas en soi surprenante si on la rapporte à la genèse de la statistique officielle. Administrations de l'État, les Bureaux de statistique, créés pour la plupart au XIX<sup>e</sup> siècle, ont, en effet, comme activité principale la collecte des données décrivant les activités de l'État, et en particulier au moyen du recensement. Cette statistique contribue à « instituer la nation » comme d'autres opérations qui suivent l'essor administratif des États au XIX<sup>e</sup> siècle. La parution, durant cette période, d'ouvrages sur les histoires nationales de la statistique dont rend compte Alain Desrosières dans sa contribution, atteste du rôle cofondateur de la statistique et de la nation. En outre, à des degrés divers, les États ont inscrit les procédures d'enregistrement de la population dans le fonctionnement de leurs institutions. Le cas le plus développé de cette fonction légale de la statistique, est celui des États-Unis, décrit ici par Margo Anderson, où le recensement est une procédure constitutionnelle qui participe aux mécanismes de distribution de la souveraineté du peuple. Mais, entre statistique et politique, les rapports sont loin d'être simplement de type fonctionnel, car la statistique administrative justifie ses activités par des prétentions scientifiques. Les implications de cette vocation scientifique sont doubles : la statistique s'appuie sur des catégories du social nécessairement objectivées pour être utilisées comme des catégories cognitives dans les enquêtes statistiques. Mais cette objectivation se fait au prix de l'oubli des configurations politiques spécifiques d'où ces catégories sont issues. Ainsi la notion de « seuil de pauvreté », dont rend compte Ian Hacking dans un exposé captivant, est répandue dans les pays anglo-saxons, mais, en revanche, absente de la France où domine à la place la notion d'exclusion. Cette différence témoigne clairement des conceptions distinctes de l'action sociale dans chacun des pays. Mais ces conceptions ont aussi guidé, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, une série d'actes et d'usages classificateurs qui se sont liés et progressivement sédimentés dans cet indice : le calcul du budget familial, la division de la population pauvre en catégories, l'usage d'un critère d'exemption des frais de scolarité, etc.
- 3 De ce rapport compliqué entre une activité qui se déployait au sein de l'État, tout en revendiquant une allégeance aux critères d'un monde savant extérieur, naquirent des tensions

- spécifiques, entre la statistique et les autorités politiques. Les rencontres internationales jouèrent dans ce contexte un rôle essentiel dans la quête d'universalité et d'autonomie vis-à-vis des tutelles étatiques. Les contributions de l'ouvrage soulignent pour la plupart l'échec de ces rencontres, tant du point de vue de l'harmonisation de procédures qui auraient dû gommer les différences nationales, que des circonstances politiques qui y mirent fin en 1875, suite aux désaccords du nouveau bureau du *Reich* allemand. Mais elles omettent peut-être de considérer le rôle plus symbolique joué par ces rencontres internationales dans la constitution de la statistique administrative comme activité savante. Ces rencontres mettaient en scène les différences nationales comme autant d'expériences qui étaient évaluées et discutées au regard des recommandations énoncées par le congrès, elles les intégraient ainsi en les convertissant en écarts d'un modèle international. Enfin, ces recommandations, effectives ou non, constituaient des référents savants pour les bureaux nationaux de statistique, et les congrès internationaux garantissaient ainsi la scientificité d'activités qui se développaient hors des milieux académiques et universitaires. L'existence d'un référent scientifique extérieur à l'institution statistique, qui se maintient tout au long de son histoire, éclaire aussi les conflits qui se produisent sous les dictatures politiques, entre des dirigeants avides d'utiliser les chiffres à des fins de légitimité politique ou policière, et les statisticiens. La contribution d'Alain Blum particulièrement bien documentée sur les statisticiens russes à l'époque de Staline l'illustre de manière exemplaire. Le succès de cet internationalisme statistique se mesure aussi dans les réseaux mobilisés après la dissolution du Congrès international dans la création de l'Institut International de Statistique mais aussi, comme le montre Marc-André Gagnon, dans les connections réalisées avec succès avec les instances internationales des autres disciplines.
- 4 Les auteurs ont réparti l'ensemble des contributions en deux grandes parties, la première porte sur les institutions, la seconde sur les savoirs et les pratiques. S'il est aisé d'identifier les grandes institutions statistiques, notamment les Bureaux et les Congrès internationaux, il est plus difficile de définir l'aire des savoirs et pratiques statistiques, car les étudier suppose de les séparer d'autres savoirs et pratiques, et, par conséquent, de prendre en compte des divisions produites par les histoires nationales des rapports entre la statistique et les milieux savants et politiques. La question des différences nationales s'y décline sur celle de l'application de méthodes statistiques élaborées dans des groupes restreints, à des situations nationales, donc locales et particulières, avec leurs caractéristiques et leurs propres enjeux sociaux et politiques. Comme le font remarquer M. Armatte et A. Desrosières dans leur article sur les méthodes mathématiques et statistiques en économie, qu'un paradigme, comme celui de l'économétrie qu'ils étudient, dominât le monde savant, ne dit rien sur la variété de ses applications pratiques dans chaque pays. De même, comme le montre Libby Schweber, la statistique probabiliste fut dès le xviii<sup>e</sup> siècle développée en France comme en Angleterre, plus tard, au xix<sup>e</sup> siècle, les statisticiens français accueillaient avec enthousiasme la statistique inférentielle de Quetelet, mais à la différence de leurs collègues britanniques, ils rejetèrent longtemps ses applications pratiques.
- 5 On pourrait, alors, craindre qu'en se centrant, non plus sur les innovations et leur succès dans le monde académique, mais sur le processus par lequel elles s'imposent dans la gestion sociale et la décision politique, les travaux basculent dans une histoire externaliste de la statistique, qui néglige le rôle des formalismes dans l'efficacité des outils. L'ambition d'A. Desrosières de concilier les deux approches trouve un débouché exemplaire dans l'analyse qu'il donne de la comptabilité nationale. Il montre comme s'articulent les propriétés de cet outil avec l'action, en particulier dans les possibilités qu'il offre de conjuguer des hypothèses sur le temps, entre les comportements passés des agents économiques et les besoins prévisionnels de l'action publique.
- 6 En dépit de ces deux axes directeurs, l'ouvrage souffre de la grande hétérogénéité de la vingtaine de contributions qu'il réunit, et qui ne composent pas d'unité autour du thème. On le

regrette d'autant plus que les auteurs souhaitaient, en conviant à un colloque des participants de diverses disciplines, renouveler ce thème des spécificités nationales, longtemps dominé par les travaux de type hagiographique ou commémoratif. Cette absence d'unité provient moins du projet des co-éditeurs que des contributions sollicitées : certaines ont été explicitement préparées sur ce thème, et le discutent. D'autres s'y rattachent indirectement, elles ont été calées *a posteriori*, si bien que le thème des spécificités nationales se dilue dans les objets et questions particulières des auteurs. Enfin, pour certaines contributions, cette question est manifestement périphérique. La diversité des expériences rapportées illustre parfaitement le thème du colloque, mais le livre ne donne pas un cadre analytique pour en discuter, on le trouve surtout dans des contributions isolées comme celle stimulante d'A. Desrosières. L'ouvrage se présente donc comme un volumineux recueil d'articles, de qualité variable, sur l'histoire de la statistique, et représentatifs des travaux récents. Chaque article peut être l'objet d'une lecture séparée de la problématique générale et il faut donc concevoir l'utilité du livre sous cet angle. En signalant aussi des contributions nouvelles sur l'histoire du bureau de statistique du Canada, au bénéfice des organisateurs locaux, ainsi que sur les institutions internationales, qui pallient là aussi un manque de travaux.

---

### ***Pour citer cet article***

Référence électronique

Morgane Labbé, « Jean-Pierre Beaud & Jean-Guy Prévost (sous la dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales* », *Histoire & mesure* [En ligne], XVII - 3/4 | 2002, mis en ligne le 15 novembre 2006. URL : <http://histoiremesure.revues.org/index1672.html>

---

### ***Droits d'auteur***

© Éditions de l'EHESS

---